

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

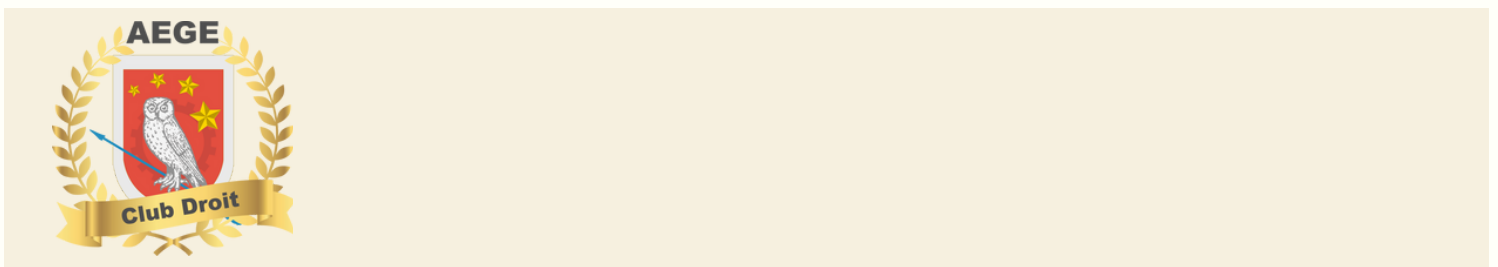
Chers lecteurs,

L'édition de décembre 2024 de L'Écho des Sanctions, **marque la fin de l'année 2024 mais également la reprise de la Newsletter.** Nous continuons d'explorer les dynamiques complexes des sanctions internationales et de la conformité réglementaire à travers des analyses pointues et des perspectives élargies.

Ce mois-ci, nous mettons en lumière les mesures internes prises par différents pays afin de contourner les sanctions internationales. En effet, la complexité du système international et l'instabilité géopolitique laissent aux États une marge de manoeuvre. C'est le cas de la Russie qui projette de lier son système bancaire à celui de l'Iran en réponse à son exclusion du système SWIFT. Aussi le Nicaragua a adopté des mesures internes à l'encontre des entreprises appliquant les sanctions américaines, complexifiant situation des entreprises étrangères dans ce pays. Ces sanctions entraînent généralement des conséquences financières: le mois de novembre a été marqué par l'amende record prononcée par la Russie, de deux undécillions de roubles, à l'encontre de Google.

Cette édition reprend le guide des sanctions contre la Russie et un compendium des sanctions internationales et des règlements actuels.

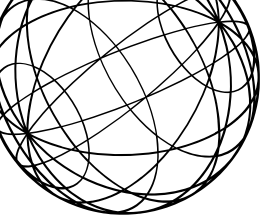
Merci pour votre fidélité et votre intérêt pour L'Écho des Sanctions. Nous sommes ravis de vous accompagner pour cette nouvelle année universitaire.



L'IRAN DISSIMULE SES PROGRAMMES DE MISSILES ET DE DRONES SOUS UNE FAÇADE COMMERCIALE POUR ECHAPPER AUX SANCTIONS - 21/11/2024

L'Iran utilise des sociétés civiles pour produire du matériel militaire et l'exporter illicitement. Le pays utilise cette technique pour développer son programme militaire interne et développer son commerce en contournant les sanctions internationales notamment la résolution 2231 de l'ONU (applicable jusqu'en 2025) interdisant au pays l'export de matériel militaire sans l'aval du conseil de sécurité de l'ONU. Le rapport sur le développement industriel et militaire de l'Iran a été fourni par le Conseil national de la résistance iranienne à Fox News.

[Lien vers l'article de Fox News](#)



DÉCEMBRE 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LA RUSSIE DÉFIE LES SANCTIONS INTERNATIONALES EN EXPORTANT DU PÉTROLE EN CORÉE DU NORD - 22/11/2024

Depuis le mois de mars 2024, la Russie a exporté plus d'un million de barils de pétrole vers la Corée du Nord permettant de vendre ses ressources mais aussi d'acheter de l'équipement militaire comme des roquettes auprès de son partenaire. Ces exportations inquiètent les occidentaux car d'une part la vente de barils permet à la Russie de financer la guerre en Ukraine. D'autre part, l'importation de pétrole pour la Corée du Nord a été limitée à 500 000 barils par les nations unies dans le but de freiner le programme d'armement nucléaire.

[Lien vers l'article de The Record.](#)



LA RUSSIE ET L'IRAN RELIENT LEURS SYSTÈMES DE CARTES BANCAIRES POUR ÉVITER LES SANCTIONS INTERNATIONALES - 16/11/2024

La Russie et L'Iran vont relier leurs systèmes bancaires permettant aux ressortissants russes d'utiliser leurs cartes bancaires en Iran et inversement pour les ressortissants iraniens en Russie. Cette alliance bilatérale est due à l'exclusion en 2018 de l'Iran par l'administration Trump de la Plateforme SWIFT, suivie par l'exclusion des Russes en 2022 suite à l'invasion de l'Ukraine. Cette alliance financière aurait vocation à s'étendre à d'autres pays comme l'Irak, l'Afghanistan ou encore la Turquie.

[Lien vers l'article.](#)



PÉNURIE DE MÉDICAMENTS : LE DISPOSITIF DE SANCTION DE L'ANSM VALIDÉ PAR LE JUGE ADMINISTRATIF - 20/11/2024

Le Tribunal Administratif de Paris a été saisi par l'entreprise pharmaceutique Zentiva pour faire appel de la sanction imposée par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM). L'ANSM a sanctionné l'entreprise pour ne pas avoir prévenu à temps des risques de pénurie pour des médicaments "d'intérêts thérapeutiques majeurs". Le tribunal administratif de Paris a confirmé la décision de l'ANSM en réduisant l'amende à l'encontre de l'entreprise.

[Lien vers l'article DALLOZ](#)



DES PEINES DE PRISON DE 10 ANS POUR CEUX QUI APPELLENT À DES SANCTIONS INTERNATIONALES CONTRE ISRAËL - 02/11/2024

Le ministre de la Justice Yariv Levin a demandé en urgence l'élaboration d'un projet de loi pour sanctionner les ressortissants israéliens appelant à des sanctions internationales contre Israël. Cette décision intervient à la suite d'une déclaration d'Amos Schocken, le dirigeant du journal Haaretz, condamnant "le génocide perpétré par Israël dans la bande de Gaza" fin octobre 2024. Le gouvernement a justifié que "la décision a été prise à la suite de nombreux articles qui ont porté atteinte à la légitimité de l'État d'Israël et à son droit à l'autodéfense".

[Lien vers l'article d'African Manager.](#)

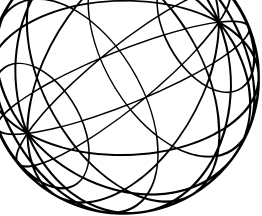
[Lien vers l'article de la CNN.](#)



UNE NOUVELLE LOI NICARAGUAYENNE VISE LES ENTREPRISES QUI APPLIQUENT LES SANCTIONS AMÉRICAINES - 25/11/2024

La loi votée permet au gouvernement d'imposer des sanctions et amendes à toutes entités respectant les sanctions internationales. Ces sanctions ont pour origine l'élection contestée du président actuel et pour conséquence de placer le pays à un niveau financier "risqué".

[Lien vers l'article de Tico TIMES.](#)



DÉCEMBRE 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE VENEZUELA ADOPTE UNE LOI PUNISSANT DE VINGT-CINQ À TRENTE ANS DE PRISON LE SOUTIEN AUX SANCTIONS INTERNATIONALES - 28/11/2024

La loi "Libérateur Simon Bolívar" sanctionne les personnes et entreprises soutenant les sanctions internationales à l'égard du Venezuela avec des amendes pouvant aller jusqu'à un million de dollars, assorties de peines allant de 25 à 30 ans de prison. Cette loi est une réponse à la loi "Bolivar" adoptée par la Chambre des représentants des États-Unis le 18 novembre dernier qui renforce les sanctions, en particulier le gel des avoirs des ressortissants vénézuéliens sur le sol américain.

[Lien vers l'article du Monde.](#)



SANCTION CONTRE UN ÉTABLISSEMENT DE MONNAIE ÉLECTRONIQUE POUR MANQUEMENTS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT - 21/11/2024

La commission des sanctions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) a rendu une décision et donné un blâme à la filiale Treezor appartenant à la Société Générale. Cette décision a été prise pour sanctionner les manquements internes au dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT).

[Lien vers l'article de Actu Juridique.](#)



LA RUSSIE INFLIGE À GOOGLE UNE FOLLE AMENDE À 36 ZÉROS - 07/11/2024

La Russie a prononcé une amende de deux "undécillions" de roubles à l'encontre de Google pour avoir bloqué des chaînes pro-russes. Symbolique, la somme de l'amende est due aux pénalités de paiement : à l'origine, celle-ci était de 100 00 roubles en 2022 et a doublé toutes les semaines jusqu'à aujourd'hui.

[Lien vers l'article du Figaro](#)



CREDIT SUISSE ACQUITTÉ DANS UNE AFFAIRE DE BLANCHIMENT D'ARGENT DATANT DE 2022 - 27/11/2024

Le Crédit Suisse, groupe bancaire racheté en 2023 par UBS, était depuis 2022 impliqué dans une affaire judiciaire pour blanchiment d'argent pour des trafiquants de cocaïne bulgares. Une ancienne employée a été reconnue coupable. Suite à son décès en 2023, il a été fait appel de la décision en novembre 2023 et le jugement final a été rendu en novembre 2024.

[Lien vers l'article de Les Échos.](#)

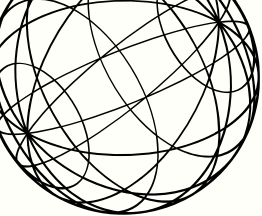


LE DERNIER GÉANT BANCAIRE RUSSE BASCULE SOUS LISTE NOIRE DE WASHINGTON - 24/11/2024

L'OFAC (Office of Foreign Assets Control) exclut Gazprombank, unique canal bancaire permettant aux Européens d'acheter des hydrocarbures, du système financier mondial. L'Europe se trouve définitivement isolée de la Russie. Toute importation de gaz russe exposera l'Europe aux sanctions américaines.

[Lien vers l'article de Les Échos.](#)

[Lien vers l'article de McDermott Will & Emery's Regulatory and International Trade](#)



DÉCEMBRE 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions, touchant environ 1800 individus et entités (interdictions de voyage et gels d'avoirs), et interdictions d'import/export sur une gamme de biens.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. **(UE) N° 833/2014** - Sanctions sectorielles.
 - b. **(UE) N° 269/2014** - Sanctions ciblées.
 - c. **(UE) N° 692/2014** - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. **(UE) N° 821/2021** - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. **(UE) 2022/263** - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Regulations 2019 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.

Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

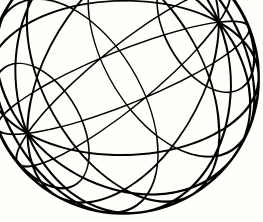
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchéquie a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez-vous à notre liste de diffusion pour recevoir l'écho des sanctions directement dans votre boîte mail en cliquant sur ce lien.



DÉCEMBRE 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques.

Le 13 octobre 2022, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 15 individus et 2 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

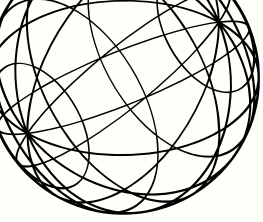
Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques. Il remplace, avec un effet substantiellement similaire, la législation existante de l'UE et les réglementations pertinentes du Royaume-Uni.

Les sanctions ciblées sous ces régimes incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui réglemente le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



DÉCEMBRE 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)
- [Recueil de fiches pratiques - Bases d'information utiles à l'évaluation de l'intégrité des tiers](#)

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [5ème directive anti-blanchiment de l'UE \(Directive \(UE\) 2018/843\).](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Memento LCB - FT des douanes.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\)](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement \(UE\) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Règlement \(UE\) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Régulation des crypto-actifs en Suisse - article de Orwl.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées \(liste SDN\) de l'OFAC.](#)
- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Tutoriel vidéo de l'OFAC sur l'Utilisation de l'outil de recherche des listes de sanctions.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)

